

Scholastique Mukasonga Macron était bien venu au Rwanda pour nous soutenir, comme on doit le faire entre amis

L'écrivaine, qui a suivi en direct à la télévision la cérémonie au Mémorial de Gisozi en présence des présidents rwandais et français, Paul Kagame et Emmanuel Macron, livre son témoignage et ses espoirs pour son pays, près de trente ans après le génocide

Saluons tout d'abord ce pas historique tant attendu par les survivants, les rescapés, les orphelins du génocide, qui marque les générations d'aujourd'hui et marquera celles de demain. Oui, le président Macron est le premier président français à avoir eu le courage de dire sur le sol rwandais, devant des millions de Rwandais sur leur écran de télé ou suspendus à l'écoute de leur transistor, devant la communauté internationale : « Je viens reconnaître les responsabilités accablantes de la France dans le génocide perpétré au Rwanda contre les Tutsi. » Dans son discours, le président compare souvent le génocide à la nuit. A la surprise générale des Rwandais, il commence son discours en ces termes : « Seul celui qui a traversé la nuit peut la raconter. » Savait-il qu'il citait ainsi un proverbe bien connu des Rwandais : « Ubara ijoro n'uwiraye. » Que je traduis bien exactement par : « Seul

celui qui a traversé l'obscurité (de la nuit) peut la raconter. » Les Rwandais connaissent le sens du proverbe qui trouve une application pertinente dans le discours du président Macron : il n'est pas venu au Rwanda dans l'intention de parler à la place des victimes et des rescapés, mais bien, comme on dit en kinyarwanda, « kudufata mu mugongo » : « pour nous soutenir le dos ».

Des mots qu'il est bon d'entendre
Excuses, pardon, tant de polémiques en France sur ces mots ! Et de mettre en avant avec arrogance la défense de l'honneur, la perte de l'honneur de l'armée, du président François Mitterrand, de la France. Le président Macron a choisi avec humilité de dire : « C'est au million de victimes de nous faire le don du pardon. » Nous, les Rwandais, que souhaitions-nous entendre sortir de la bouche du président

Macron ? Ce que le président Macron a permis de réaliser, c'est le travail de vérité fait par la commission Duclert [commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi], nous les survivants et rescapés du génocide des Tutsi au Rwanda, nous l'attendions depuis si longtemps, depuis vingt-sept ans. Il est des mots qu'il est bon d'entendre, ils font l'effet d'un baume qui apaise les douleurs. Cela dépend de la manière dont ces mots sont dits. Il y a ce mot répété trois fois par le président Macron : « *ndibuka* » (« je me souviens ») ou « *ibuka* » (« souviens-toi »). Qu'a dit vraiment le président ? En disant « *ndibuka* », « je me souviens », veut-il partager, faire siennes la douleur et la mémoire des rescapés ? Ou reprend-il le terme généralement utilisé, « *ibuka* », « souviens-toi », la mémoire du génocide devant en préserver la réitération ?

Connaître « l'insouciance »
Quel que soit le terme employé par le président Macron, le timbre de sa voix chargé d'émotion m'a semblé jaillir de la profondeur de son cœur. Oui, il était bien venu pour « *kudufata mu mugongo* », « nous soutenir le dos », comme on doit le faire entre amis et que l'on s'appelle par son prénom : « Paul » [Kagame]. Je suis écrivaine, je le suis devenue par devoir de mémoire. « *On ne vit pas après le génocide, on vit avec, comme on le peut* », dit justement le président Macron. Moi, c'est en écrivant que j'ai survécu et vis malgré tout avec le remords d'avoir survécu. En écrivant, j'ai voulu construire, livre après livre, le tombeau de ceux qui resteront à jamais sans sépultures. Sont-ils parmi les ossements des 250 000 victimes auprès desquels, Monsieur le Président, vous avez fait votre discours ? Cela, je ne le saurais jamais. Mais, aujourd'hui, je veux croire que je n'ai pas écrit en vain. Le Rwanda renaît grâce aux efforts de tous ses citoyens. Et je suis heureuse d'entendre la France promettre sa participation à cette renaissance. Puisse-t-elle se concrétiser rapidement par la nomination d'un ambassadeur. Elle a déjà été marquée, comme une première pierre, par l'inauguration officielle, lors de ce voyage, d'un Centre culturel francophone.

EXCUSES, PARDON, TANT DE POLÉMIQUES EN FRANCE SUR CES MOTS ! ET DE METTRE EN AVANT AVEC ARROGANCE LA DÉFENSE DE L'HONNEUR, LA PERTE DE L'HONNEUR DE L'ARMÉE, DU PRÉSIDENT FRANÇOIS MITTERRAND, DE LA FRANCE

Je ne peux que me réjouir de voir à nouveau rayonner, non seulement au Rwanda mais dans toute la région des Grands Lacs, une francophonie ouverte à tous les horizons. J'ai le plaisir d'y participer puisqu'un de mes livres, *Notre-Dame du Nil*, Prix Renaudot 2012, est en cours de traduction en kinyarwanda, grâce à l'initiative de l'Institut français de Kigali. C'est bien aussi pour mes compatriotes que j'écris. Comme me disaient les étudiants à l'université de Kigali : « *Mukasonga, tes livres ne sont pas tes livres, ce sont nos livres.* » Le président Macron s'adressant aux jeunes Rwandais, à la génération d'après le génocide, leur a souhaité de connaître « l'insouciance », celle qu'on attribue volontiers à la jeunesse et, a ajouté le président, « celle que vos parents n'ont pas connue ». Certes, nous les Rwandais, nous ne voulons pas que nos enfants soient les otages de l'histoire du génocide, mais, pour les préserver du retour de cette nuit dans laquelle l'humanité est abolie, ils doivent aussi en connaître les cheminement pervers. Qu'attendent-ils, les jeunes du Rwanda ? Comme tous les autres Rwandais, la vérité. Car pour emprunter les mots mêmes du président Kagame : « *La vérité guérit.* » ■

Scholastique Mukasonga est une écrivaine rwandaise française. Prix Renaudot 2012 pour « *Notre-Dame du Nil* » (Gallimard)

Guillaume Ancel Une page sordide s'est enfin tournée pour les militaires français qui se sont vu imposer le silence mortifère

L'ancien militaire salue le discours historique d'Emmanuel Macron le 27 mai, à Kigali. Un geste politique qui, pour ce vétéran de l'opération « Turquoise » organisée par la France au Rwanda, « rétablit la vérité en affrontant la réalité » et met fin à vingt-sept années de déni

Dans un discours historique prononcé à Kigali, le 27 mai, le président Emmanuel Macron a reconnu officiellement la responsabilité « accablante » de la France et demandé, avec subtilité, pardon au peuple rwandais. Soulagement et émotion devant ce geste politique qui rétablit la vérité en affrontant la réalité et rétablit « en même temps » la dignité de la France, compromise par une poignée de décideurs autour de François Mitterrand pour avoir soutenu les génocidaires du Rwanda, dans une géopolitique hallucinée au détriment de toute humanité. Certes, les Français n'ont pas participé au génocide – ce dont nous n'avions jamais douté –, mais en apportant leur soutien aux extrémistes hutu qui met-

taient en place une « solution finale » contre les Tutsi, ils se transformaient de fait en « collabos » de ces nazis du Rwanda. J'en étais. De 1990 à 1994, sans que les Français le sachent, nous nous sommes battus aux côtés de ceux qui préparaient le génocide. Nous les avons aidés à multiplier par sept leur armée, qui allait devenir le fer de lance de cette monstruosité. Nous les avons même aidés à constituer des « milices d'autodéfense » qui seront les escadrons de la mort de leur épouvantable programme.

Nous avons perturbé l'enquête
En avril 1994, avons-nous seulement fermé les yeux quand une équipe de mercenaires est venue préparer l'attentat contre le président Juvénal Habyarimana, à partir du camp de Kanombe qu'occupaient les « unités d'élite » rwandaises que nous « instruisions » ? Nous avons volé les boîtes noires de l'avion sur les lieux du crash pour perturber l'enquête et diffusé de fausses preuves fournies par leur Himmler, le colonel Bagozora [présenté comme le cerveau du génocide rwandais, il a été condamné à la perpétuité, en 2008, par le Tribunal pénal international pour le Rwanda].

Nous avons accueilli les nazis du Rwanda dans l'ambassade de France pour qu'ils constituent un « gouvernement intérimaire », qui sera le gouvernement des génocidaires, à l'encontre même

des accords d'Arusha [signés le 4 août 1993 et en vertu desquels les casques bleus de l'ONU prennent le relais de la présence militaire française], qu'on qualifiait de « Munich » à l'Élysée...

Et lorsque nos avions ont atterri le lendemain à Kigali pour évacuer les ressortissants étrangers, ils ont débarqué encore des armes pour ces hordes criminelles. Plusieurs dizaines de nos soldats d'élite sont restés sur place pour une mission qui est encore soigneusement cachée. En plein génocide, l'Élysée a officiellement reçu une délégation conduite par leur Goebbels et nous avons continué à les assurer de notre soutien et de nos armes.

Nous avons commémoré, en juin 1994, les 50 ans du massacre d'Oradour-sur-Glane avec un formidable : « Plus jamais ça ! » du président Mitterrand, tandis que nos alliés répétaient quinze fois par jour ces massacres : 10 000 morts par jour pendant cent jours. Au 75^e jour des massacres, tandis que nos brillants alliés perdaient pied face aux soldats du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame, nous avons déclenché l'opération « Turquoise », sous « mandat humanitaire de l'ONU », pour envoyer les meilleures unités de l'armée française se battre contre... les ennemis des génocidaires, ces soldats du FPR que nous ne cessions de désigner comme notre ennemi. Et lorsque nos

soldats ont croisé les survivants tutsi des collines de Bisesero, ils ont reçu l'ordre de les laisser choir à nos alliés qui les massacraient, parce que la mission fixée par l'Élysée était claire : stopper nos ennemis plutôt que les génocidaires. Trois jours plus tard, mes camarades des forces spéciales ont désobéi, sans le dire, pour porter enfin secours aux rescapés de Bisesero, et ils en furent blâmés. L'armée française a alors créé, sur ordre, une « zone humanitaire sûre » qui a sauvé l'armée des génocidaires. Nous avons même été obligés de mener des raids à l'intérieur de cette zone, que nous « protégeons », pour sauver quelques rescapés tutsi de la volonté exterminatrice des SS qui s'y étaient installés en toute liberté.

Nous aurions pu nous arrêter là, dans ce désastre, mais nous avons été obligés de boire la coupe jusqu'à la lie. Les organisateurs du génocide se sont présentés à Cyanguu, où se trouvait un groupement militaire français, celui dont je faisais partie. Son commandant fut obligé d'escorter les responsables du génocide jusqu'à la frontière du Zaïre, devenu Congo, alors qu'il avait réclamé de les arrêter.

Ces criminels ne sont pas partis seuls : ils avaient pu conserver la Radio Mille Collines, qui diffusait leurs ordres odieux, et ils ont déclenché l'exode forcé de la population hutu pour continuer leur

« résistance », la destruction des Tutsi. Nous leur avons à nouveau livré des armes et nous leur avons même proposé nos conseils pour élaborer une nouvelle stratégie. Ces combats durent encore dans l'est du Congo [avec la « deuxième guerre du Congo », de 1998 à 2002, puis celle du Kivu], faisant près de 300 000 morts, dix fois plus de vies massacrées que celles « sauvées » par l'opération « Turquoise », qui, de fait, a sauvé les génocidaires.

Une vérité indéfendable
Des voix se sont élevées en France pour réclamer des explications. Mais la vérité était indéfendable et inacceptable, alors les responsables de l'époque ont inventé des thèses « alternatives » pour atténuer leurs responsabilités et enterrer ce désastre français. A la tête de certains d'entre eux, depuis vingt-sept ans, Hubert Védrine [secrétaire général de l'Élysée de 1991 à 1995] oriente les actions : n'y aurait-il pas eu un deuxième génocide, commis par les Tutsi, qui contrebalancerait l'horreur de celui qu'ils avaient subi ? Le président Kagame n'aurait-il pas organisé lui-même l'assassinat du président Habyarimana pour déclencher le génocide ? Des Tutsi n'auraient-ils pas infiltré ces milices qui démembraient les leurs pour les transformer justement en bourreaux ? Le négationnisme, ce n'est en effet

pas seulement nier le génocide contre les Tutsi, c'est aussi chercher à atténuer la responsabilité de ceux qui l'ont commis ou, pis, de transformer les bourreaux en victimes.

Le 27 mai, avec solennité, avec des mots choisis, avec une humilité à laquelle il ne nous avait pas habitués, le président Macron a rétabli l'équilibre des valeurs qui honorent notre nation et notre société, la capacité à affronter la réalité, l'intelligence d'apprendre de ses échecs et la force de reconnaître ses erreurs. Pour les militaires français, qui se sont vu imposer une politique délirante amenant à collaborer, qui se sont vu imposer un silence mortifère et le déshonneur d'assumer de tels mensonges, c'est une page sordide de notre politique qui est enfin tournée. Car l'honneur d'un soldat réside dans son humanité bien plus que dans sa discipline, et c'est pour cela que mon cœur s'est senti soulagé en écoutant ce président nous libérer de la honte d'avoir collaboré. ■

Guillaume Ancel est un ancien lieutenant-colonel de l'armée française, vétéran de l'opération « Turquoise » ; il a écrit « *Rwanda, la fin du silence* » (Les Belles Lettres, 2018)

AVEC DES MOTS CHOISIS, M. MACRON A RÉTABLI L'ÉQUILIBRE DES VALEURS QUI HONORENT NOTRE NATION